

- a) qu'il retire les troupes stationnées dans les townships, qu'il accorde la liberté d'association et d'expression et qu'il mette fin à la détention sans procès;
- b) qu'il libère Nelson Mandela et d'autres prisonniers et détenus politiques;
- c) qu'il lève l'interdiction frappant l'ANC et le PAC et permette la tenue d'activités politiques normales.

- de la part de l'ANC et d'autres organisations: qu'ils entrent en négociation et renoncent à la violence.

Ils ont noté avec satisfaction la nette préférence pour un règlement négocié et pacifique qui se dégage également de la Déclaration du Comité spécial de l'Organisation de l'unité africaine sur l'Afrique australe, faite à Harare en 1989 et approuvée le mois dernier au Sommet de Belgrade des pays non alignés. On convient de toutes parts que le gouvernement sud-africain et les représentants véritables de la majorité doivent se montrer disposés à négocier de bonne foi l'avenir du pays et de ses habitants, dans une atmosphère exempte de toute violence.

6. Les Chefs de gouvernement avaient reconnu dans leur Accord de Nassau qu'il appartenait à tous les habitants de l'Afrique du Sud de décider de leur régime constitutionnel. Ils ont réaffirmé leur conviction que le rôle du Commonwealth à cet égard était essentiellement de faciliter l'ouverture de négociations entre les autorités sud-africaines et les dirigeants véritables de la majorité noire.

7. Ils ont convenu que la seule justification pour les sanctions contre l'Afrique du Sud était la pression qu'ils ont créée en vue d'obtenir un changement politique fondamental. Leur but n'était pas de punir, mais d'abolir l'apartheid en amenant Pretoria à la table de négociation et en l'y maintenant jusqu'à ce que ce changement soit devenu irréversible. À cet égard, les Chefs de gouvernement ont noté que les principaux représentants du gouvernement sud-africain ont eux-mêmes reconnu que des pressions croissantes sont exercées sur l'économie sud-africaine et ils ont noté que ces pressions ne seront pas réduites tant qu'un changement politique n'aura pas été réalisé.

8. Les Chefs de gouvernement, autres que celui de la Grande-Bretagne, ont aussi reconnu que l'impact des sanctions avait commencé à influencer les politiques du régime sud-africain. L'efficacité des sanctions à cet égard a aussi été démontrée par le Rapport sur les sanctions commandé par le